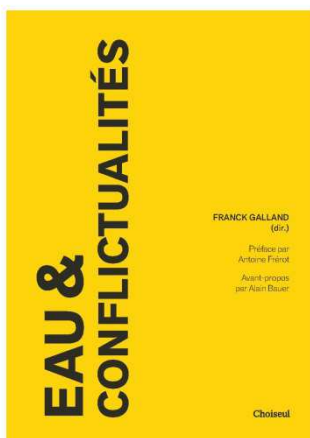


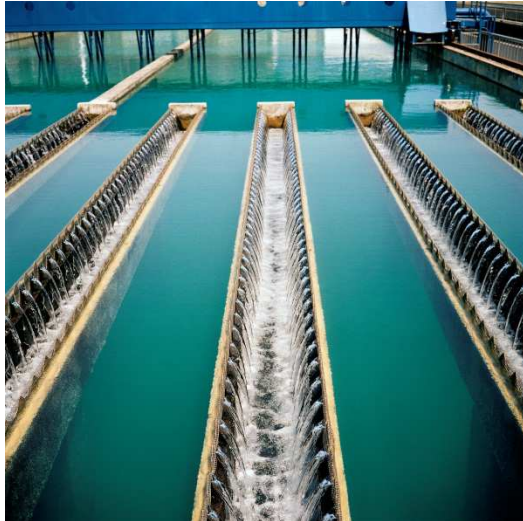
DOSSIER DE PRESSE



Eau et conflictualités

Sommaire

Le conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques et l'eau	2
Les Actes du séminaire « eau et conflictualités »	3
Biographie de Monsieur Franck Galland	4
Verbatim	5
Quelques chiffres	6
Repères historiques	6
Des exemples de tensions	7
Des exemples de coopération pour la gestion des fleuves transfrontaliers	7
Bibliographie	7
Quelques liens	8



Le conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques et l'eau

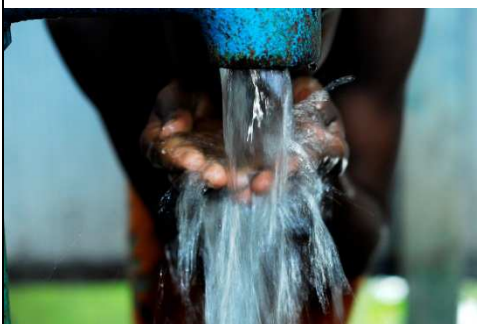
Le conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS) est un groupement d'intérêt public créé fin 2009 dans le cadre de la rénovation des structures et de la pensée stratégiques françaises. Il rassemble une trentaine de membres : ministères, institutions académiques, grandes entreprises.

L'appauvrissement des ressources en eau figurait parmi les nouveaux risques pesant sur la défense et la sécurité mondiales dans le rapport *Décélérer-étudier-former* de 2008 qui fut à l'origine de cette réforme. Ce document invitait, notamment, à réfléchir sur l'évolution des conflits d'usage et de distribution liés à l'or bleu. On observe, en effet, des tensions anciennes dans les régions où la ressource aquifère est rare, ou mal gérée, mal partagée. Les atteintes à l'environnement, le réchauffement climatique pourraient les aggraver, voire les étendre. Les pollutions criminelles peuvent aussi constituer des armes non conventionnelles.

Mais le thème de l'eau recouvre bien d'autres dimensions. Ni l'ensemble des ressources, ni tous leurs usages possibles, d'ailleurs, ne sont complètement connus. Des idées fausses, des termes inadéquats circulent, comme l'expression « guerres de l'eau ». Des questions restent sans réponse : faut-il craindre une crise majeure due à la croissance démographique mondiale et à l'insécurité alimentaire ? Les violences subies par les écosystèmes sous l'influence de l'activité humaine sont-elles autant de « bombes à retardement » comme l'affirment certains experts ? Quel sera le rôle de l'eau dans les problématiques énergétiques ?

Certes, la situation hydraulique que connaît la France, en termes de ressources et de distribution, est privilégiée, si on la compare aux difficultés rencontrées par d'autres Etats européens (sécheresse en Espagne par exemple), sans évoquer le « Triangle de la soif » moyen-oriental. Mais sans doute est-ce une raison de plus pour se doter d'une réflexion et d'une vision prospective. Cet « élément » est annoncé comme l'un des défis mondiaux du XXI^e siècle, et, avec le Forum mondial prévu à Marseille en mars 2012, s'inscrit dans le calendrier stratégique.

Un tel sujet, mondial, national et local, multidisciplinaire, partagé entre acteurs publics et privés, relève pleinement des missions du conseil supérieur, qui en fera l'un des axes de son activité de coordination et d'approfondissement. D'où son choix pour son premier séminaire, organisé fin 2010 avec Veolia Environnement. Les actes sont aussi sa première publication.



Les Actes du séminaire « eau et conflictualités »

Les Éditions Choiseul publieront en **janvier 2012** les actes de ce séminaire organisé par le **conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS)** le 6 décembre 2010, à l'École militaire, en partenariat avec **Veolia Environnement**. Destiné à une soixantaine de décideurs et d'experts français et internationaux, il portait sur le thème « eau et conflictualités ».

L'eau est vitale, comme l'air. Ressource stratégique, elle est source de coopérations, mais aussi de tensions, de rivalités. La géopolitique de l'eau reste peu étudiée. Pourtant, un nouveau concept émerge dans les enceintes internationales, **l'hydrosolidarité**, qui devra prévaloir, si l'on veut traiter pacifiquement l'impact des changements climatiques, éviter les accusations de partage inéquitable, et amener chaque nation à une gestion économe.

Confié à Franck Galland, auteur d'un livre de référence paru en 2008 sur ce sujet aux éditions du CNRS, le séminaire a examiné les enjeux de défense et de sécurité liés à la rareté de cette ressource et à la dégradation de sa qualité. Ces enjeux sont sanitaires, économiques, politiques, diplomatiques, voire culturels. L'objectif était, passé ce constat, de proposer des réponses institutionnelles et opérationnelles afin d'anticiper et d'éviter tout conflit dans deux régions sensibles : le Proche et le Moyen-Orient, et l'Asie. L'ouvrage pose les problématiques complexes, transversales, liées à l'eau. S'il porte essentiellement sur la gestion technique, juridique et politique des fleuves transfrontaliers (le Nil, le Jourdain, le Mékong...), il souligne aussi l'importance du lien entre l'eau et l'énergie. Une interaction trop souvent méconnue, bien que stratégique. Les intervenants, enfin, rappellent la nécessité d'économiser l'eau (gaspillage, fuites et pertes sur les réseaux...), et de considérer des ressources alternatives (recyclage des eaux usées, dessalement). Le livre offre des études de cas : la gestion transfrontalière en Asie, la situation hydropolitique en Inde et en Chine, le partage du Jourdain entre le Liban, la Syrie, la Jordanie, Israël et la Cisjordanie ; les différends entre la Turquie, l'Irak et la Syrie à propos de la construction de barrages ; la problématique des volumes prélevés du Nil par l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie.

Parmi les intervenants français, britanniques ou libanais, nous retrouvons le général Alain Lamballe, Loïc Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau, Jean-Louis Oliver, secrétaire général de l'Académie de l'eau, Pierre Victoria, délégué général du Cercle français de l'eau, également directeur adjoint du développement durable de Veolia Environnement, Fadi Comair, directeur général des ressources hydrauliques et électriques du Liban, des chercheurs d'Asie 21, de la fondation pour la recherche stratégique (FRS), d'Oxford...

Ce séminaire, et ses actes, prennent place dans la concertation internationale en cours, dont les enjeux sont évoqués à plusieurs reprises, et tout particulièrement dans le contexte de la préparation du **Forum mondial de l'eau, qui se tiendra à Marseille en mars 2012**. À signaler aussi, la mission d'information « Géopolitique de l'eau » mise en place fin 2010 par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et dont les travaux seront rendus début 2012 : plusieurs des contributeurs ont été auditionnés, dont le coordonnateur Franck Galland.

***Eaux et conflictualités*, sous la direction de Franck Galland, Choiseul, 2011.**



Biographie de Monsieur Franck Galland

Parcours professionnel :

Franck Galland a été, de 2004 à 2010, directeur de la sûreté du groupe Suez Environnement, et conseiller du président pour les affaires méditerranéennes.

De 2001 à 2004, il était précédemment en poste auprès du directeur du développement d'Ondeo Services (activités internationales de Suez-Lyonnaise des Eaux), avec le titre de chargé de mission.

De 1997 à 2001, en tant que directeur des activités du pôle services du cabinet Miallot & Associés (groupe Mazars & Guérard), spécialisé dans le management des risques internationaux, il accompagnait les directions générales de grands groupes sur des marchés émergents, dont la Lyonnaise des Eaux.

Fin 2010, après dix années passées au sein du groupe Suez, Franck Galland a choisi de consacrer la seconde partie de sa carrière à un projet entrepreneurial. Il a ainsi créé Environmental Emergency & Security Services, cabinet d'ingénieur-conseil spécialisé en résilience urbaine, dont la vocation est d'accompagner collectivités et opérateurs d'infrastructures critiques (eau, énergie, télécom) dans l'anticipation et la gestion de situations de crise dues à des catastrophes naturelles (inondations, tempêtes, séismes), à des accidents industriels ou à des actes malveillants.

Parcours académique :

Diplômé en affaires internationales de l'École Supérieure de Commerce de Marseille (Euromed Management), Franck Galland est actuellement considéré comme l'un des meilleurs spécialistes européens des questions stratégiques et géopolitiques liées à l'eau. Il est en particulier l'auteur d'un ouvrage remarqué, « *L'eau : géopolitique, enjeu, stratégies* », publié par CNRS Éditions, en septembre 2008. Il a également écrit plus d'une quarantaine d'analyses sur les enjeux stratégiques de l'eau dans des revues de relations internationales et de sécurité.

Conférencier, il est par ailleurs régulièrement invité à intervenir dans des instituts de défense et de sécurité, français et étrangers, pour parler des problématiques liées aux ressources en eau. Citons en particulier l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale (Paris), le Royal United Service Institute (Londres), ou le China International Institute for Strategic Studies (Pékin).

Il est enfin chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique (Paris) et au *Water, Energy & Environment Research Center* (Beyrouth).

Pour en savoir plus : <http://water-security-consulting.com>



Verbatim

- « L'absence d'eau, ou sa mauvaise qualité, tue. C'est la première cause de mortalité. Elle est dix fois, quinze fois supérieure à celle des conflits en cours ». **Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau.**
- « La question qui se pose maintenant est la suivante : au-delà de cet état des lieux, au-delà de cette analyse des problématiques que nous connaissons déjà, qu'est-ce qui est au cœur des démarches à venir sur les questions stratégiques de l'eau, le seul élément totalement indispensable à la vie avec l'oxygène ? Il serait utile que nous ayons plus de perspectives, plus d'options, plus de contenus permettant à des formes de relations diplomatiques ou purement stratégiques de se développer. Bref, nous souhaitons prévenir plutôt que subir, comprendre plutôt que découvrir, faire des efforts d'anticipation et de décèlement, c'est l'initiative, le souhait, l'ambition qui est la nôtre ». **Alain Bauer, président du conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques.**
- Sur les relations entre l'eau et l'énergie : « Historiquement, pour des raisons techniques, la gestion de ces deux fluides était séparée. Aujourd'hui, les secteurs de l'eau et de l'énergie sont en train d'être construits sur des politiques publiques de plus en plus liées. Entre l'eau qui se transporte mal et se stocke facilement et l'électricité pour laquelle c'est le contraire, on voit que les éléments de nature technique ont permis de revoir complètement le paradigme du lien entre l'eau et l'énergie, sachant qu'il faut beaucoup d'eau pour produire n'importe quel type d'énergie et pas seulement l'hydroélectricité, et que la consommation énergétique pour les responsables des services d'eau, est le deuxième poste de dépenses, après les salaires ». **Pierre Victoria, Directeur adjoint du développement durable, Veolia Environnement, délégué général du Cercle français de l'eau.**

Quelques chiffres

- 900 millions d'habitants ne disposent pas d'accès à l'eau potable à proximité.
- Plus de 3 milliards d'habitants n'ont pas d'eau au robinet à domicile.
- 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à un assainissement de base.
- L'eau agricole représente 70% de l'utilisation des ressources mondiales en eau douce. 20% sont utilisés pour l'eau à vocation industrielle et 10% pour les consommations domestiques. Sur certaines zones évoquées dans le cadre de ce séminaire, dont le Proche-Orient, on est d'ailleurs plus près de 90% que de 70% pour l'eau agricole.
- Deux tiers des grands fleuves sont communs à plusieurs pays. Il existe 270 bassins fluviaux transfrontaliers. Le Nil, le plus long, traverse dix pays ; Le Mékong, six pays.
- Outre les questions posées par les relations entre pays se partageant les rives, cette situation donne l'avantage aux États situés en amont. 15% des pays dépendent à plus de 50% des ressources en eau situées en dehors de leur territoire.
- On dénombre 200 traités interétatiques relatifs à l'eau contre 37 conflits survenus ces cinquante dernières années, pour la plupart mineurs.

Repères historiques

- 1977 : conférence de Mar del Plata. Première concertation internationale sur les conditions d'accès à l'eau par la population de la planète. A la « doctrine Harmon » remontant à 1895, selon laquelle un État a la souveraineté pleine et entière sur les eaux s'écoulant sous son sol, succède la notion de « souveraineté limitée ».
- 1981-1990 : décennie internationale de l'eau potable.
- 1992 : conférence de Rio. Le chapitre 18 de l'Agenda 21 est consacré à la gestion des ressources en eau.
- 1992 : convention-cadre de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, qui propose une gestion globale et partagée, sous l'égide d'une instance commune de coopération, du bassin hydrographique : navigation, lutte contre la pollution, développement durable, règles de partage des bénéfices économiques. Elle a inspiré de nombreuses conventions, en Europe et ailleurs, pour la gestion internationale des fleuves.
- 1996 : création du Conseil mondial de l'eau (qui est à l'origine du Forum mondial de l'eau).
- 1997 : convention sur le droit relatif à l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (non entrée en vigueur, faute de ratifications en nombre suffisant).
- 2000 : objectifs du Millénaire.
- 2002 : le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies proclame le « droit humain à l'eau, condition préalable à la réalisation des autres droits de l'homme ».
- 28 juillet 2010 : l'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît comme un droit fondamental le droit à une eau potable salubre et propre : « le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit fondamental, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'homme ».

Des exemples de tensions

- La répartition de l'eau du Jourdain constitue un enjeu géopolitique majeur entre le Liban, la Syrie, la Jordanie, Israël et la Cisjordanie.
- Les différends entre la Turquie, l'Irak et la Syrie quant à la construction de barrages.
- Les tensions entre L'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie sur les volumes soutirés du Nil.

Des exemples de coopération pour la gestion des fleuves transfrontaliers

- Le Traité des eaux limitrophes (1909), le Traité du fleuve Columbia (1961), l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands lacs (1978) entre les États-Unis et le Canada.
- La Convention de la Save signée en 2002 par quatre des États issus de l'ex-Yougoslavie.
- La Commission de l'Indus, 1960, entre l'Inde et le Pakistan, avec le soutien de la Banque mondiale. Elle a survécu à trois guerres entre les deux pays.
- La Commission du Mékong (1957) avec l'aide de l'ONU. Elle a continué à fonctionner pendant la guerre du Viêtnam. Cependant seuls y participent le Viêtnam, le Laos, le Cambodge et la Thaïlande. La Chine et la Birmanie n'en font pas partie.
- Le Plan d'action pour le Zambèze (ZAC-Plan) en coopération avec les États riverains et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), avec le soutien du PNUE.

Bibliographie

- *La revue internationale et stratégique*, été 2007, n°66, Dossier *L'or bleu, nouvel enjeu géopolitique ?*, sous la direction de Barah Mikail, Dalloz.
- Franck Galland, *L'eau : géopolitique, enjeux, stratégies*, CNRS Éditions, 2008 ; *La Ruée vers l'eau, Sécurité globale*, Choiseul Éditions, 2010, Paris.
- Barah Michail, "L'eau, source de menaces ?" Dalloz-Iris, Paris, *Revue Défense Nationale et sécurité collective*, 2009, Paris.
- Général Alain Lamballe, *L'eau en Asie du sud, confrontation ou coopération ?*, L'Harmattan, 2009.
- Alexandre Taithe, *Partager l'eau. Les enjeux de demain* aux Éditions Technip en 2006 ; "L'eau. Un bien ? Un droit ? Tensions et opportunités", Unicom, Paris, *Revue Défense Nationale et sécurité collective*, 2009, Paris. "L'eau en Méditerranée : fonder une stratégie commune. Services de l'eau, climat, sécurité", en codirection avec Pierre Beckouche et Zoé Luçon (l'Harmattan, mars 2010).
- Suzanne Dionet-Grivet, *Géopolitique de l'eau*, Ellipses, 2011.

Quelques liens

Le 6^e forum mondial de l'eau. Marseille, 12-17 mars 2012

Depuis 1997, tous les trois ans, ce Forum est le plus grand rendez-vous mondial de l'eau. Il rassemble tous les acteurs autour des enjeux actuels - aussi bien locaux que régionaux ou mondiaux - qui ne peuvent se traiter qu'avec toutes les parties prenantes réunies dans un cadre commun, avec des objectifs partagés. <http://www.worldwaterforum6.org/fr/accueil/>

Le conseil mondial de l'eau

Le Conseil mondial de l'eau a été créé en 1996 en réponse aux préoccupations croissantes de la communauté internationale face aux problématiques de l'eau. Ses missions sont de sensibiliser, de favoriser une réelle mobilisation politique et d'inciter à l'action sur les questions essentielles liées à l'eau à tous les niveaux, y compris au plus haut degré décisionnel, afin de faciliter, sur une base durable, la gestion et l'usage efficaces de l'eau. Le CME a un statut consultatif auprès de l'UNESCO et d'ECOSOC. <http://www.worldwatercouncil.org>

Le cercle français de l'eau

Depuis 1990, cette structure de réflexion, d'échanges et de concertation regroupe l'ensemble des partenaires institutionnels et **professionnels autour des représentants des collectivités territoriales sous la présidence de parlementaires**. Son objectif : promouvoir une politique volontariste et ambitieuse de l'eau et de l'assainissement des eaux usées qui réponde aux besoins qualitatifs et quantitatifs des générations actuelles et futures. <http://www.cerclefrancaisdeleau.fr>

Re-sources

Un laboratoire d'idées sur les problématiques d'accès aux services essentiels –eau, assainissement, électricité- dans les pays en développement.

<http://www.re-sources-network.com/fr/>

Organisation internationale de la Francophonie, Direction du développement durable et de la solidarité

<http://www.francophonie.org/Gestion-des-ressources-naturelles.html>

Les programmes et ressources de l'UNESCO sur l'eau

<http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/water/>

Un glossaire en ligne et participatif sur l'eau

<http://www.glossaire.eaufrance.fr/>

document

Eau & conflictualités est le titre d'un séminaire organisé en décembre 2010 à l'École militaire par le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS). La richesse des interventions de cette journée a conduit les organisateurs à en publier les actes. Placé sous la direction de Franck Galland, considéré comme l'un des meilleurs experts européens sur les questions géopolitiques et stratégiques liées aux ressources en eau, cet ouvrage constitue un témoignage unique de spécialistes français et étrangers sur les conflits prévisibles liés à la rareté des ressources en eau et à la dégradation de leur qualité.

Préfacé par Antoine Frérot, président directeur général de Veolia Environnement, et par Alain Bauer, président du CSFRS, ce livre aborde ainsi de manière très concrète, à travers des exemples pris au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est, les enjeux sécuritaires, les conflits d'usage et les tensions diplomatiques liés à l'eau qui ne manqueront pas de survenir.

FRANCK GALLAND

Diplômé en affaires internationales, il dirige Environmental Emergency & Security Services, cabinet d'ingénieur-conseil spécialisé dans la préparation des opérateurs d'eau et d'électricité à la gestion de crises majeures. Spécialiste des questions de sécurité liées aux ressources en eau, il a publié une quarantaine d'études sur ce sujet dans des revues de défense et de relations internationales. Il est par ailleurs l'auteur d'un ouvrage remarqué, *L'eau : géopolitique, enjeux, stratégies*, paru en 2008 chez CNRS Éditions.

Diffusion CED
Distribution Belles Lettres
Couverture : © Or Hiltch.

20 €



Pour retrouver ce dossier en ligne : www.csfrs.fr

Contact : marie-helene.dumeste@csfrs.fr 01 42 44 46 88 ;

cyrielle.petit@csfrs.fr 01 42 44 43 12



Crédits photographiques : dossier © Veolia Wasif, Mesguen, Majani d'Inguibert ;
4^e de couverture : © Or Hiltch.